

- Alors que l'OMC ressemble, d'une certaine façon, à une assemblée publique d'envergure mondiale, où au moins ceux qui possèdent un certain pouvoir économique et des intérêts acquis ont voix au chapitre et détiennent un vote égal, le G7/8 est plutôt à l'image de la réunion du conseil d'une banque locale, à la fois exclusive et sans prétendre respecter le principe d'une voix un vote — le président du conseil y possède une influence disproportionnée.
- Alors que l'OMC se prononce comparativement peu, dans l'optique d'une réglementation active, sur la nature de la gestion intérieure d'une économie (même si certains jugent qu'elle va déjà trop loin en ce sens), tout en offrant un système bien articulé de régie mondiale dans son secteur de compétence, soit le commerce des biens et des services, le G7/8 se situe pratiquement à l'opposé : il a tendance à appuyer une prescription particulière pour atteindre une bonne performance économique intérieure⁵ tout en s'abstenant de s'engager dans ce qui pourrait être perçu comme la gestion directe de l'économie mondiale, laissant plutôt cette tâche au marché.

Si l'OMC fournit l'infrastructure technico-juridique nécessaire à la gestion du commerce mondial, comme certains l'affirment, le G7/8 peut être considéré comme l'équivalent d'une séance du « cabinet » du système de gouvernance économique mondiale.

Dans ce contexte, deux grandes questions semblent destinées à figurer à l'ordre du jour de la réunion de Kananaskis, outre l'examen habituel des perspectives de croissance de l'économie mondiale : la lutte au terrorisme et un Plan d'action du G7/8 pour l'Afrique, qui s'appuie sur le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), dévoilé au sommet du G7/8 à Gênes, en 2001, et qui vise à en étendre la portée.

À un niveau plus fondamental, Kananaskis est présenté comme la rencontre où l'on doit « procéder à l'intégration » des

⁵ Tel qu'indiqué ci-après, les principaux éléments de cette solution proviennent de ce que l'on appelle le « Consensus de Washington », mis à jour par le G-20 dans le « Consensus de Montréal ».